

LES BANQUES ALLEMANDES ET LA RÉUNIFICATION

UNE APPROCHE DESCRIPTIVE

SANVI AVOUYI-DOVI, ANNE BAUER, CATHERINE AUGORY*

Les performances exceptionnelles de l'économie ouest-allemande seraient en partie dues aux rôles des banques dans la gestion de l'activité industrielle Outre-Rhin. La présence des dirigeants des banques dans les organes de direction des entreprises semble corroborer ce fait. Par ailleurs, la réunification et ses conséquences sur les marchés financiers sont susceptibles d'induire une modification ou une consolidation du rôle des principaux acteurs financiers, notamment celui des banques dans la période récente. Dans cet article, nous nous proposons d'une part, d'étudier l'évolution du poids relatif des banques dans l'économie allemande à l'aide d'une analyse détaillée des principaux postes de leur bilan au niveau global et par catégorie de banques; d'autre part, de définir une mesure de la productivité de ce secteur. La partie descriptive de cette étude est complétée par une approche économétrique fondée sur les liaisons entre les principaux postes du bilan et certains agrégats économiques et financiers.

La première section de l'étude sera consacrée à une analyse descriptive du bilan soit de façon agrégée, soit par catégories de banques ou par produit. Nous reviendrons ensuite brièvement sur la problématique de la mesure de l'output dans le secteur bancaire (*Avouyi-Dovi (1993)*). L'approche de la productivité présentée dans la deuxième section, va donc consister à définir une mesure adéquate de cet indicateur pour le secteur des institutions financières. Nous effectuerons par la suite, une comparaison entre le secteur des banques et l'ensemble de l'économie pour mettre en valeur les éventuelles disparités entre les différents secteurs de l'économie allemande. Ce dernier point sera complété par un rapprochement de la productivité dans les banques allemandes et françaises. Par ailleurs, l'analyse descriptive devrait nous permettre de révéler les ruptures indui-

201

* Service des études économiques et financières, Caisse des dépôts et consignations.

tes par l'intégration de l'ex-RDA dans la zone mark et l'extension des activités bancaires vers cette nouvelle zone économique.

La dernière section de cette étude sera consacrée à une analyse économétrique du bilan des banques. Nous rechercherons en particulier les relations entre les principaux postes du bilan et les indicateurs d'activité réelle, ou les variables financières telles que les taux d'intérêt, les flux ou les encours d'obligations, les dettes publique et privée. Parallèlement, nous essayerons de mettre en valeur l'orientation ou la spécialisation de l'activité des banques en introduisant dans les relations définissant l'évolution de chaque poste du bilan (actif ou passif) les autres composantes de ce bilan. Ce dernier exercice devrait nous révéler les effets d'éviction ou de complémentarité des différents produits, dont la conséquence pourrait être une spécialisation plus ou moins marquée des banques allemandes. La particularité de l'Allemagne pourrait ainsi être mise en évidence.

I - UN POINT SUR LE BILAN DES BANQUES

Notre analyse est menée sur la période couvrant les années quatre-vingt jusqu'au deuxième trimestre 1992. Nous disposons ainsi de huit observations trimestrielles depuis la réunification. Le poids du système bancaire peut être appréhendé par l'intermédiaire du ratio actif (ou passif) sur PNB pour l'ensemble des banques ou par catégorie de banques. Nous n'aborderons pas ici les problèmes statutaires du système bancaire allemand dont une description succincte est présentée dans l'encadré.

A) Le poids du système bancaire: une lecture réalisée à l'aide du ratio actif sur PNB

Lorsque l'on analyse ce ratio pour l'ensemble du système bancaire, on constate qu'il a suivi une progression constante et soutenue depuis le début des années quatre-vingt (*graphique 1*).

Ainsi, en 1980, l'actif total (Deutsche Bundesbank 1992 ou 1993) de l'ensemble des banques représentait 159,3 % du PNB; en 1985 le rapport s'est établi à 181,7 % (soit près de 22 points de plus en moins de 5 ans); à la fin 1991, l'actif total était deux fois plus important que le PNB de l'ensemble de l'économie ouest allemande (211,8 % du PNB). On note cependant une nette rupture dans l'évolution de ce ratio en 1990; cette dernière peut être partiellement associée au processus de la réunification. En effet, alors que le ratio augmentait au maximum de 6 points dans les années précédentes, le gain a été de 24 points en 1990, soit une progression de près de 13 % correspondant globalement au poids relatif du PNB de l'ex-RDA par rapport à celui de l'ex-RFA (environ 10 %). Par ailleurs, 1990 a été la troisième année consécutive de croissance exception-

nelle (4,8 %, soit le taux le plus élevé des dix dernières années).

Ce dynamisme de l'activité économique explique aussi en partie l'engouement observé sur l'actif total des banques mais leur maintien à un niveau élevé en 1991 semble dû au changement provoqué par la réunification¹.

Lorsqu'on rapproche ce ratio de l'indicateur de croissance (en termes réels), on ne décèle pas une adéquation parfaite entre les deux indicateurs. Ainsi, en 1987 par exemple le PNB réel a affiché un taux de progression de 1,6 %, le ratio actif sur PNB a augmenté de 4 points par rapport à l'année précédente. En 1989, la croissance réelle était de 3,9 % mais le ratio n'a augmenté que de 1 point par rapport à 1988. Qualitativement par contre, les évolutions sont comparables; l'économie de l'ex-RFA a connu une longue période de croissance positive depuis 1983; depuis cette date, l'actif de l'ensemble des banques s'est installé dans une tendance haussière. Retrouve-t-on les mêmes tendances sur l'évolution de l'actif total des différentes catégories de banques ?

L'analyse du ratio par type de banque révèle des tendances assez distinctes même si elles sont toutes plutôt orientées à la hausse :

- la plus forte progression est observée pour les banques commerciales (i.e. les grandes banques, les banques régionales, les filiales des banques étrangères et les banques privées, voir encadré) pour lesquelles le ratio actif sur PNB était relativement élevé dès le début de la période (37,5 %). En outre, il n'a connu que de très fortes progressions sur l'ensemble de la période, atteignant 55,2 % en 1991, soit un gain de 18 points par rapport à 1980. Le point le plus haut correspond cependant à l'année 1990 comme pour l'agrégat global. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les années de plus fortes progressions de l'investissement productif correspondent à celles où le ratio a connu les gains les plus forts surtout en fin de période. En 1990 par exemple, l'investissement en équipement a progressé de 13,2 % dans l'ex-RFA, le ratio a atteint 57,8 % du PNB, soit un gain de 10 points en un an, justifié en partie par la réunification.

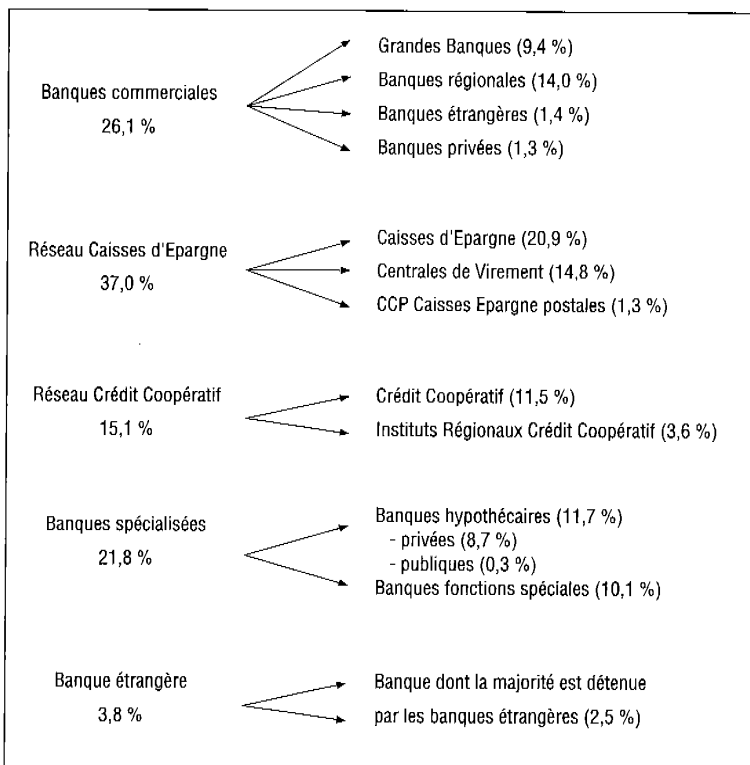
Une étude plus détaillée et plus systématique de la liaison «investissement des entreprises-banques», est réalisée par Edwards et Fisher en 1991; notre approche se veut seulement pragmatique et ne s'inscrit pas totalement dans la même démarche que celle de ces auteurs. Parallèlement, une désagrégation des banques commerciales en sous branches plus homogènes, montre que l'évolution n'est pas comparable pour l'ensemble de cette catégorie de banque. Dans le cas des grandes banques par exem-

1 Il faut noter que le peu de fiabilité des données relatives à l'ex-RDA ne nous a pas permis d'utiliser le PNB de l'ensemble de l'Allemagne; l'effet de taille s'explique donc clairement par l'absorption de l'ex-RDA.

ple, le rapport «actif sur PNB de l'ex-RFA» varie entre 14,1 % (en 1983) et 19,9 % (en 1991), soit un gain de 5 points en douze ans. Cette progression est régulière mais demeure moyenne au regard de l'évolution du même ratio pour d'autres types de banque. D'un autre côté, les actifs des banques régionales sont restés quasiment stables au cours de la période (entre 20 et 23 %). On observe cependant un bond de l'actif des banques régionales en 1990 (32,9 % du PNB en 1990 contre 22,5 % en 1989);

- en importance relative, les caisses d'épargne arrivent en deuxième position, juste derrière les banques commerciales en 1980 (35,2 % du PNB pour les caisses d'épargne contre 37,5 % pour ces établissements). Toutefois l'évolution de leur actif apparaît plus régulière et moins violente que celle de l'actif des banques commerciales. En 1991, il ne représentait que 44,3 % du PNB - soit un gain de 9 points en douze ans - contre 55,2 % pour les banques de la première catégorie. En outre, la rupture de tendance se

Répartition des banques par fonctions en 1991



situé plutôt en 1989 pour les caisses d'épargne. Ce changement de comportement coïncide avec la chute du mur de Berlin, ce qui laisse supposer que les Allemands de l'Ouest ont reconstitué une épargne de précaution à l'amorce du processus de la réunification pour se prémunir contre les éventuelles modifications du régime fiscal des ménages. Les centrales de virement (les Girozentrale) qui appartiennent statutairement à la même catégorie d'établissements que les caisses d'épargne (*encadré*) suivent une évolution similaire. Le profil de leur actif total est aussi peu heurté. Le total du bilan de leur actif qui représente près de 25 à 31 % du PNB sur toute la période, a très peu varié (autour de 30 %) depuis 1988 ;

- l'actif des banques hypothécaires semble très stable depuis 1987 où il oscille entre 25 et 26 % du PNB. Les modifications survenues en 1990 ne semblent pas affecter ce type de banque dont l'activité est un peu particulière ;

- enfin, les actifs des établissements de crédits coopératifs comme ceux des banques régionales (comprises dans les banques commerciales) ont stagné autour de 20 à 23 % dans la première moitié des années quatre-

LE SYSTÈME BANCAIRE ALLEMAND

1/Aspects réglementaires

Le système bancaire allemand est caractérisé par un faible cloisonnement. Selon le principe de la «banque universelle», la loi bancaire définit les opérations réservées aux banques: dépôts, crédits, escompte, transactions sur valeurs mobilières pour le compte de tiers, garde de titres, octroi de garanties, exécution de virement. Seules quelques opérations sont réservées à certaines catégories d'établissements, telles que l'émission de titres hypothécaires (réservée aux banques hypothécaires et aux centrales de virement), la collecte de dépôts d'épargne liés à l'octroi d'un crédit (réservée aux caisses d'épargne-construction). On peut néanmoins faire les distinctions suivantes:

- les banques commerciales qui ont en général un statut de SARL ou de sociétés moyennes, sont réparties en quatre groupes: les trois grandes banques et leurs filiales berlinoises, les banques régionales, les filiales de banques étrangères, les banques privées;

- le secteur des caisses d'épargne dont le statut est public et qui appartiennent aux collectivités locales comprend les caisses d'épargne, les centrales de virement qui en assurent le refinancement et un établissement central, la Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank;

- le secteur des coopératives de crédit (statut de coopérative) comprend les coopératives de crédit locales, huit établissements régionaux et un organe central, la Deutsche Genossenschaftsbank;

- les banques spécialisées, incluant les banques hypothécaires, les établissements de crédit à fonctions spéciales, les caisses d'épargne construction,...

Toutefois les statistiques des Caisses d'Épargne Construction (*Bausparkassen*) ne sont pas intégrées aux données globales des banques.

Seules les trois grandes banques, quelques banques régionales et les organes centraux des caisses d'épargne sont véritablement des banques universelles. Elles ont pour la plupart un réseau de filiales européennes. D'après certaines études (*voir Frankel et Montgomery (1991)*) en particulier, le système bancaire allemand apparaît également fortement concentré comparativement aux États-Unis et au Royaume-Uni.

L'installation de banques étrangères en Allemagne n'est pas soumise à des contraintes spécifiques.

La réglementation prudentielle (dont le respect est contrôlé par l'Office de Surveillance du Crédit ou *Bundesaufsichtamt für das Kreditwesen - BAK*) porte sur un certain nombre de ratios prudentiels de solvabilité et de liquidité qui ont été progressivement adaptées à des Directives Communautaires.

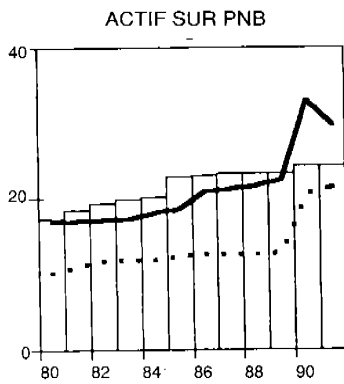
Selon le Principe 1, la somme des crédits nets (provisions déduites) et des participations ne peut excéder 18 fois le montant des capitaux propres. Depuis le 1/10/90, l'assiette d'actifs bancaires inclut les contrats de swaps, les opérations à terme et sur options, pour tenir compte de l'importance croissante des engagements hors bilan. Le Principe 1 limite la position quotidienne des banques en or et devises, dont les positions nettes peuvent dépasser 30 % (pour les encours) et 40 % (pour les échéances du jour) des capitaux. Là encore, depuis le 1/10/90, il est tenu compte de façon spécifique des innovations financières. Le Principe 11 définit une limite aux emplois longs (crédits à long terme, participations, terrains) en fonction des ressources longues (capitaux propres, certains dépôts et certains titres émis). De plus, le montant cumulé des immobilisations et des participations ne peut excéder celui des capitaux propres. Enfin, le Principe 111 plafonne les actifs liquides en fonction des exigibilités à court terme. Il existe en outre une norme de dispersion, les gros crédits (d'un montant supérieur à 15 % des capitaux propres), ne peuvent excéder 50 % des capitaux propres, et leur cumul 8 fois ce montant.

La garantie des dépôts est assurée par des fonds de garantie propres à chaque branche, l'adhésion y étant facultative, mais générale. Il n'existe par ailleurs pas d'épargne de masse réglementée par les pouvoirs publics. Là encore, la législation a été adaptée aux directives communautaires.

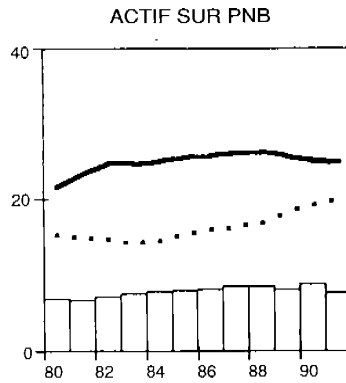
2/ Le poids du système bancaire allemand

Le système bancaire allemand est dominé par la tradition de la Hausbank, qui favorise une imbrication étroite entre banques et entreprises et leur confère un rôle économique prépondérant. Non seulement les banques sont représentées au Conseil d'Administration des entreprises, en tant que partenaire financier privilégié, mais elles détiennent le droit de vote des particuliers qui leur confient des actions (plus de 56 % des actions sont déposées auprès des banques). Le crédit bancaire est ainsi une source importante de financement externe, le marché des actions étant corrélativement étroit et les émissions d'obligations par les entreprises de très faible ampleur. Enfin, les grandes banques détiennent de nombreuses participations dans les entreprises industrielles et commerciales.

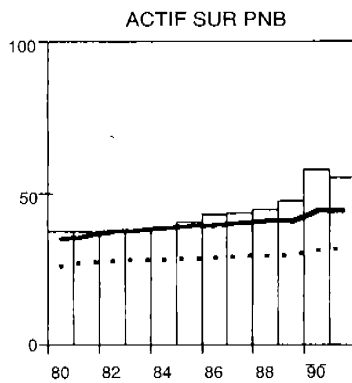
Graphique 1 - Actifs sur PNB



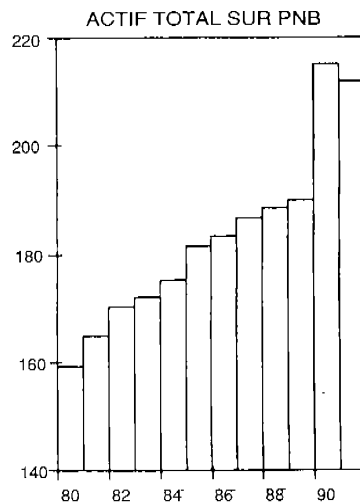
Source : Bundesbank et DRI
 Banques régionales (ligne en gras)
 Banques fonctions spéciales (pointillés)
 Coopératives de crédit (barres)



Source : Bundesbank et DRI
 Banques hypothécaires (ligne en gras)
 Grandes banques (pointillés)
 Instituts régionaux coopératives crédit (barre)



Source : Bundesbank et DRI
 Banques de crédit (barres)
 Caisse d'épargne (ligne en gras)
 Centrales de virement (pointillés)



Source : Bundesbank et DRI

vingt et jusqu'en 1989, le bond observé sur l'actif des banques régionales n'apparaît pas sur celui des établissements de crédits coopératifs.

L'intégration directe des résultats des banques situées dans l'ex-RDA explique sans doute le poids accru des banques régionales dans les années récentes. Par ailleurs, on peut noter que les statistiques de la Bundesbank sous-estiment le poids relatif des grandes banques dont les participations dans les banques hypothécaires sont importantes et non prises en compte par le cadre comptable retenu par la Banque Centrale allemande. Même s'il faut retenir l'évolution progressive des actifs des différentes catégories de banque sur la période étudiée, cette vision globale cache d'énormes disparités qu'il convient de mettre en évidence. Une analyse agrégée des banques pourrait alors induire des biais plus ou moins prononcés. Assez clairement, il conviendrait de séparer les banques commerciales (les grandes banques et les banques régionales en particulier) qui ont connu une réelle explosion dans les années récentes, des autres catégories de banques seulement affectées par une progression relativement modérée de leurs actifs. Aussi les problèmes d'économie d'échelle et de possibilité d'absorption des chocs liés à la taille des banques conduisent plutôt à un ré-échantillonnage en fonction de la taille des actifs. Nous ne retiendrons pas cependant cette option dans cette étude à caractère global et exploratoire.

208

Cette première approche de l'analyse descriptive des banques allemandes semble confirmer le fait que leur poids est devenu de plus en plus prépondérant tout au long des années quatre-vingt. Une analyse plus détaillée de l'actif ou du passif des établissements bancaires pourrait nous permettre de confirmer ou d'infirmer ce premier résultat général.

B) Evolution de l'actif des banques dans les années quatre-vingt: une analyse des produits

L'analyse de l'actif total de l'ensemble des banques par postes ou produits conduit aux remarques suivantes.

1 - Structure

La décomposition de l'actif par structure est présentée dans le tableau 1.

- La part des liquidités dans l'actif total est faible et décroissante au cours du temps. Elle a atteint son maximum en 1980 (3,2 %) tandis que le minimum correspond à 2,1 % en 1990, soit une baisse de 1,1 point en onze ans. Cette baisse continue de la part des liquidités s'explique surtout par une forte progression ou une stagnation de celles des autres composantes de l'actif. En outre, l'application du Principe III de la réglementation prudentielle des banques allemandes (*encadré*) plafonne la détention des actifs liquides. Les banques allemandes semblent donc orienter

prioritairement leurs actifs vers les produits de moins en moins liquides comme leurs concurrentes étrangères (*Frankel et Montgomery (1991)*).

- Les prêts (crédits) représentent la composante la plus importante des actifs. En 1980, l'ensemble des prêts était équivalent à 93,6 % du total, en 1992 il avait atteint 93 %. Cette quasi-stabilité globale cache cependant une relative dispersion. Ainsi, les crédits au secteur bancaire, le poste le moins important des prêts (28 % du total des actifs en 1980), ont connu une évolution progressive jusqu'en 1990 où ils ont atteint leur plus haut niveau (35,1 % du total des actifs) avant de retomber à 33,1 % l'année suivante. La tendance des derniers trimestres révèle une légère contraction de cet agrégat au profit des prêts aux agents non bancaires. La tendance récente des agrégats apparaît comme une conséquence directe de la réunification des deux Allemagne qui a propulsé le secteur public sur le marché des prêts, la contraction de l'activité réelle induisant en plus une hausse des besoins de financement des entreprises. A l'opposé, on observe une relative stabilité des prêts accordés au secteur non bancaire (autour de 65 % du total des actifs) dans la première moitié des années quatre-vingt, suivie d'une contraction apparue dès 1986 où ces prêts représentaient 62,7 % du total des actifs, soit 2 points de moins qu'en 1985. Cette tendance s'est ensuite prolongée jusqu'en 1990 où l'on a atteint le point le plus bas, soit 58 %; un retournement de tendance est visible depuis cette date. Ainsi, à la fin du deuxième trimestre 1992, année de fort ralentissement de l'activité, on a retrouvé le niveau de 1988 (61,7 %). On remarque donc que les deux composantes des crédits évoluent quasiment en sens opposés sur toute la période, ce qui a entraîné une stabilité globale de l'ensemble de ces deux composantes. On note cependant que les années de croissance intensive de la deuxième moitié des années quatre-vingt (1988 à 1990) sont associées aux périodes de plus forte contraction des prêts aux agents non bancaires.

209

C'est donc surtout les crédits accordés au système bancaire qui ont subi les plus fortes pressions lors de la réunification suite à une sollicitation accrue du marché financier par les pouvoirs publics dont une partie importante de la dette est contractée auprès des banques.

- On peut cependant analyser l'évolution des crédits accordés aux Entreprises et Ménages ainsi que ceux contractés par les Administrations Publiques pour mieux apprécier l'impact de la réunification. Les prêts accordés aux Entreprises et Ménages constituent la part la plus importante des prêts contractés par les secteurs non bancaires. Ils varient entre 76 % (en 1982) et 80 % (en 1991); ils se sont donc inscrits dans une tendance haussière depuis 1982 avec cependant un léger renchérissement à partir du deuxième trimestre 1990 (78,1 % au premier trimestre 1990 et 80,2 % au deuxième trimestre 1992). A l'opposé, les prêts aux Administrations publi-

Tableau 1
ACTIFS : ENSEMBLE DES BANQUES
 (structure en %)

Structure	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
													I
Actif total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
dont: Liquidités	3,2	2,8	2,7	2,6	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,1	2,2
Prêts aux banques	28,0	27,8	28,1	27,9	28,6	29,3	31,5	32,4	32,6	33,2	35,1	33,1	31,3
Prêts aux non banques	65,6	66,2	66,0	66,1	65,3	64,6	62,7	61,8	61,7	61,0	58,0	59,9	61,7
Participations	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	1,1	1,2
Autres	2,4	2,3	2,4	2,4	2,5	2,6	2,4	2,4	2,3	2,3	3,3	3,8	3,6

Source : Deutsche Bundesbank

Tableau 2
ACTIF PAR PRODUITS ENSEMBLE DES BANQUES
 (Taux de croissance en %)

	1980 *	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
									III	IV	I	II
Actif total	2351,3	7,8	6,7	5,6	6,3	7,4	22,6	6,3	0,7	3,7	0,6	1,3
Liquidité	74,9	3,7	2,0	4,0	5,3	9,2	19,5	-4,7	-9,6	4,4	4,6	2,5
Prêts aux banques	658,3	10,2	14,7	8,6	6,9	9,5	29,7	0,1	-1,0	4,3	-2,4	-1,3
Prêts aux non banques	1542,9	6,6	3,5	4,1	6,0	6,1	16,7	9,6	1,7	3,4	2,0	3,1
Participations	19,1	8,9	7,9	14,8	7,1	18,3	28,0	5,9	0,3	4,3	1,6	2,4
Autres actifs	56,2	14,6	-0,3	2,9	4,8	4,1	78,5	21,6	8,0	2,1	3,0	-6,3

Source : Deutsche Bundesbank.

(*) Milliards de DM.

ques ont toujours représenté moins du quart de l'ensemble des prêts non bancaires avec l'apparition d'une nette tendance à la baisse en fin de période. En 1991 par exemple, ils représentaient moins de 20 % de l'ensemble ce qui corrobore le fait que les Administrations Publiques se servent surtout des émissions d'obligations pour régler leur problème de financement. Les APU ne provoquent donc la ponction des crédits que de façon indirecte. Ces constats sont confirmés par l'étude des taux de progression des crédits accordés à ces deux agents. Par ailleurs, les Entreprises et les Ménages (*annexe A1*) se refinancent essentiellement auprès des banques commerciales (32,4 % en 1991), des caisses d'épargne (25,0 % en 1991) des banques hypothécaires (14,8 % en 1991) et des coopératives de crédit (12,3 %) ; tandis que les Administrations publiques (*annexe A2*) utilisent plutôt les sources de financement proposées par les centrales de virement (29,5 % en 1991) dont le rôle est de refinancer les APU, les banques hypothécaires (25,2 %), les banques commerciales (13,9 %), les caisses d'épargne (14,5 % en 1991). Des différences existent entre les agents privé et public tant du point de vue de l'évolution de leur actif que de celui de leur mode de financement.

- les autres postes de l'actif constituent une faible part de l'ensemble (3,2 % en 1980); ils sont cependant en constante progression et représentent actuellement 4,8 % du total.

211

2 - Croissance des postes de l'actif

Dans l'analyse des taux de croissance (*tableau 2*), il convient de mettre à part les postes de faible niveau dont les variations peuvent être de très grande amplitude d'une année sur l'autre et donc non significatives. Aussi, nous n'étudierons que l'évolution des crédits qui représentent près de 93 % du total des actifs, comme nous l'avons signalé plus haut.

L'analyse de la chronique des crédits aux banques montre que l'on peut décomposer ses phases de croissance en quatre temps: une période de croissance soutenue en début d'intervalle (1980 à 1983) où l'activité économique est relativement molle, une forte accélération avec une évolution en U renversé sur la période 1984-1989, le point le plus haut étant atteint en 1986 (14,7 %); l'explosion en 1990 suite aux effets combinés de la réunification et de la croissance exceptionnelle de l'économie ouest-allemande, et la stagnation à un niveau élevé depuis 1991.

Le dynamisme observé sur la structure de ces prêts se retrouve en plus accentué sur les taux de croissance. Parallèlement, les crédits à la clientèle non bancaire suivent une évolution plus modérée en forme de cloche renversée sur l'ensemble de la période. On observe ainsi une quasi-stabilité du rythme de progression de ces prêts dans la première moitié de la période étudiée, le point le plus bas étant atteint en 1986 (3,5 %), suivie

d'une reprise (1987 à 1989) et d'une forte accélération dès 1990. Les 16,7 % de croissance de 1990 sont cependant essentiellement dus à la réunification tandis que le maintien des taux de croissance à des niveaux très élevés en fin de période s'expliquerait plutôt par le net ralentissement de l'activité dans la partie occidentale de l'Allemagne. Cette contraction de la production semble pousser les entreprises vers le «complément» de ressources que peuvent constituer les prêts.

L'analyse précédente peut être complétée par celle des parts de marché des différentes catégories de banques:

- les banques commerciales apparaissent très nettement comme les banques les plus dynamiques sur l'ensemble de la période. Leur part dans le total des actifs est passée de 23,6 % en 1980 à 26,3 % en 1991, soit un gain de plus de 3 points en douze ans. On note au passage que l'accélération s'est produite en 1990 où il y a eu un gain immédiat de deux points (26,9 % contre 24,9 %). Ces banques apparaissent de ce point de vue, comme celles qui ont le plus profité de la réunification ;

- la position des caisses d'épargne s'est légèrement effritée sur la période où leur poids est passé de 22 % en 1980 à 21 % en 1991. La tendance actuelle révèle une nouvelle dégradation de la part de ces établissements qui était tombée à 20,1 % en juin 1992 ;

212

- on note une relative stabilité des parts de marché des autres types de banque sur la période 1980 - 1992 même si un certain engouement est visible sur celle des établissements spécialisés de crédit.

De la même façon que pour les composantes de l'actif de l'ensemble des banques, il nous a semblé opportun d'isoler l'analyse des parts de marché des différentes catégories de banques par opérations. L'importance du poids des prêts nous autorise à limiter cette investigation à cette seule composante de l'actif. En termes de structures (*tableaux 3 et 3'*), les banques commerciales semblent les plus sollicitées. Toutefois, les banques commerciales, les centrales de virement et les caisses d'épargne sont les agents les plus dynamiques au regard des crédits accordés au secteur bancaire; ils recouvrent près de 60 % de l'ensemble de ces prêts avec une évolution plus ou moins différenciée selon ces banques. La prédominance de ces catégories de banque sur le compartiment de prêts est liée à leur statut.

L'élément nouveau de la période récente se situe cependant au niveau de l'évolution de la part des prêts accordés par les établissements de crédits spécialisés devenus le principal fournisseur des crédits alloués aux banques, 21,3 % à la fin du premier semestre 1992 contre seulement 10,4 % en 1980, la rupture se situant une fois encore en 1990.

Pour les prêts aux agents non bancaires, on observe une autre hiérarchie. Les banques commerciales dominent très nettement l'ensemble de

leurs concurrentes sur ce type de produits; cette prédominance s'est d'ailleurs fortement renforcée au cours du temps. Ainsi en 1980, les banques commerciales ont alloué 21,9 % du total des prêts accordés aux agents non bancaires, en 1990 ce pourcentage a atteint 29,5 %, soit 5 points de plus que l'année précédente; il se maintient à ce niveau depuis cette date. Les caisses d'épargne arrivent en deuxième position. Toutefois, elles sont restées très peu agressives entre 1980 et 1989 où leur position n'a pratiquement pas bougé (24 % des prêts). En outre, la réunification a provoqué un certain effritement de leur poids au profit des banques commerciales en particulier.

Les centrales de virement, les banques de crédits coopératifs et les banques hypothécaires fournissent au total un peu plus de 40 % des prêts aux agents non bancaires. Ces établissements, très spécialisés, ne s'adressent pas à la même clientèle que les banques précédentes; ils semblent en outre très tributaires des cycles d'activité. Ainsi, alors que les prêts des banques hypothécaires représentaient près de 19 % du total des crédits entre 1980 et 1989, une franche détérioration de leur position est observée depuis 1990. A la fin du premier semestre 1992, ces prêts n'avaient atteint que 13,7 % du total des prêts soit près de 6 points de baisse en moins de trois ans; la forte hausse des taux d'intérêt et le net ralentissement de l'activité sont sans doute les causes de cette perte de part de marché.

Cette description globale des crédits à la clientèle (privée ou publique) cache des disparités liés aux différents agents considérés. Ainsi, les banques de crédit (32,3 % au premier semestre 1992 par exemple) et les caisses d'épargne (24,6 % sur la même période) couvrent plus de la moitié des prêts accordés aux Entreprises et aux Ménages domestiques sur toute la période. Par contre, le tiers des prêts accordés aux Administrations Publiques est fourni par les centrales de virement tandis que les banques commerciales et les caisses d'épargne approvisionnent les APU à concurrence de 30 % comme les seules centrales de virement. La structure des prêts des APU s'explique cependant facilement si l'on considère que les caisses d'épargne et les centrales de virement ont un statut public et appartiennent aux collectivités locales. Les observations faites en termes de taux de croissance des différents agrégats analysés corroborent l'évolution des structures.

On pourrait rapprocher l'actif (ou les différents postes du bilan) directement de la croissance réelle en définissant un agrégat «fictif» d'actif réel obtenu en déflétant ce dernier (ou ses composantes) par un prix donné. Le déflateur le plus approprié semble le prix de la valeur ajoutée du secteur des banques mais le calcul de cette valeur ajoutée dans les comptes nationaux n'est pas souvent facile à interpréter. Nous avons alors choisi le prix du PNB total ou celui des entreprises au sens large comme déflateur.

L'analyse de l'actif réel révèle une forte corrélation entre les taux de croissance du PNB et de l'actif en (marks constants) surtout dans la deuxième moitié des années quatre-vingt. En 1988 et 1989 par exemple où la croissance réelle a augmenté au même rythme en Allemagne (3,7 %), l'actif réel total a aussi progressé à un taux constant (4,7 %). Mise à part l'année 1990 où l'on observe une progression «exponentielle» des actifs, on note une relative adéquation entre les deux agrégats «réels».

Par composante, on aboutit aux mêmes conclusions que précédemment, les prêts impriment leur rythme de progression à l'ensemble. En outre, les prêts aux banques semblent s'installer dans une phase de ralentissement quasi continu depuis la fin du premier trimestre 1991. L'évolution des prêts accordés aux banques est plus marquée en termes réels à cause de la persistance de l'inflation. Cette analyse des actifs par postes ou par catégories de banques confirme les résultats de la première section; en particulier, une corrélation positive existe entre le taux de croissance réelle de l'économie et celui des actifs réels.

C) Évolution du passif des banques de 1980 à 1991

214

Les dépôts des banques, ceux des non banques et les obligations au porteur constituent plus de 80 % du total du passif de l'ensemble des banques (tableau 4), les dépôts et prêts étant les composantes les plus importantes. Nous limiterons notre analyse détaillée à ces seules composantes.

Les dépôts et prêts des banques ont connu une évolution contrastée et très variable entre 1980 et 1991 où leur taux de croissance a progressé entre 0,5 % en 1991 et 36,1 % (en 1990). Deux accélérations notables sont toutefois observées, une première en 1988 avec un taux de progression de 14,6 % (soit 10 points de plus que l'année précédente) et une deuxième née de la réunification (36,1 % soit 26 points de plus qu'en 1989). Cet engouement des dépôts auprès des banques peut être rapproché de l'expansion soutenue de l'activité réelle pendant les périodes citées. On note par ailleurs une stabilité de cet agrégat à un niveau élevé à la fin de la période.

L'évolution des dépôts des non banques est plus stable: entre 1980 et 1989, son taux de croissance a varié entre 5,2 % et 8,8 %; après la forte expansion induite par la réunification (+ 15,2 %), il est retourné sur un rythme de progression plus conforme à la tendance des années quatre-vingt (autour de 6 %). Il convient de noter que cette variable est composée en quasi totalité de dépôts (à vue ou à terme) et des produits d'épargne des ménages en particulier. En l'absence de crise profonde, le comportement des détenteurs de ces produits est en général très stable.

L'évolution des obligations peut être rapprochée de celle des dépôts et

Tableau 3
CRÉDITS AUX BANQUES
(Structure en %)

	1980*	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
		100	100	100	100	100	100	100	III	IV	I	II
ENSEMBLE DES BANQUES	658,3											
Banques commerciales	156,5	23,8	21,6	20,4	20,4	21,6	20,5	19,0	19,2	19,0	19,6	19,6
dont: Grandes banques ⁽¹⁾	49,5	7,5	6,4	6,1	6,3	7,0	6,1	6,0	6,6	6,0	6,4	6,4
dont: Banques régionales	67,0	10,2	9,5	8,9	8,6	9,1	10,6	9,0	8,8	9,0	9,2	9,2
Réseau Caisse d'épargne	239,0	36,3	36,7	37,2	38,1	38,3	36,5	37,4	36,2	37,4	36,6	35,6
Caisses d'épargne	123,8	18,8	18,4	18,8	18,9	18,5	17,7	17,9	16,8	17,9	15,9	15,6
Centrales de virement	115,2	17,5	17,6	18,4	19,2	19,8	18,8	19,5	19,4	19,5	20,7	20,0
Réseau crédit coopératif	134,5	20,4	21,9	22,4	21,4	19,8	17,4	16,1	15,7	16,1	15,3	14,8
Crédit coopératif	64,1	9,7	12,0	12,4	12,5	12,1	11,5	10,2	9,9	9,7	9,4	9,2
Instituts régionaux crédit coopératif	70,4	10,7	9,9	9,9	9,3	8,3	7,2	6,3	6,0	6,3	5,9	5,6
Banques spécialisées	111,6	17,0	18,0	18,3	18,6	18,8	24,4	26,3	27,5	26,5	28,6	30,0
Banques hypothécaires	43,2	6,6	7,4	8,0	9,1	9,2	7,7	8,5	8,5	8,5	8,6	8,7
Banques à fonctions spéciales	68,4	10,4	10,6	10,0	9,7	9,5	9,6	16,7	17,8	19,0	20,0	21,3
Autres	16,7	2,5	2,0	1,6	1,6	1,4	1,3	1,1	1,3	1,1	0,1	0,0

Source : Deutsche Bundesbank. (1) Deutsche Bank AG, Dresdner bank, Commerzbank AG et leurs filiales berlinoises.

(*) Milliards de DM.

Tableau 3'
CRÉDITS AUX AGENTS NON BANCAIRES
(Structure en %)

	1980*	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991	1992
		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ENSEMBLE DES BANQUES	1462,0	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Banques commerciales	320,4	21,9	21,2	23,3	23,5	24,1	25,2	29,5	28,7	29,4	28,7
dont : <i>Grandes banques (1)</i>	135,1	9,2	8,5	9,0	9,0	9,4	10,1	10,0	10,8	10,7	10,8
dont : <i>Banques régionales</i>	154,4	10,6	10,6	12,2	12,4	12,5	13,0	17,9	16,3	17,0	16,3
Réseau Caisse d'épargne	584,7	40,0	38,8	38,5	38,6	38,1	37,3	34,9	35,8	35,6	35,8
Caisses d'épargne	352,3	24,1	23,7	23,6	23,8	23,9	23,8	22,5	22,9	23,0	22,9
Centrales de Virement	232,4	15,9	15,1	14,9	14,8	14,2	13,5	12,4	12,9	12,6	12,9
Réseau crédit coopératif	196,7	13,5	15,1	14,7	14,7	14,9	15,1	14,8	14,7	14,7	14,7
Crédit coopératif	174,0	11,9	13,2	13,0	12,9	12,8	13,0	12,4	12,8	12,7	12,8
Instituts régionaux crédit coopératif	22,7	1,6	1,9	1,7	1,8	2,1	2,1	2,4	1,9	2,0	1,9
Banques spécialisées	316,2	21,6	22,1	22,2	21,9	21,7	21,1	19,7	19,5	19,2	19,6
Banques hypothécaires	264,5	18,1	18,7	18,6	18,3	18,0	17,3	15,5	14,8	15,0	14,8
Banques à fonctions spéciales	51,7	3,5	3,4	3,6	3,6	3,7	3,8	4,2	4,7	4,2	4,7
Autres	44,0	3,0	2,8	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

Source : Deutsche Bundesbank.

(1) Deutsche Bank AG, Dresdner bank, Commerzbank AG et leurs filiales berlinoises.

(*) Milliards de DM.

prêts des banques avec les mouvements d'amplitude moins marquée. Sa progression est par ailleurs proche de celle des taux d'intérêt dont les hausses coïncident avec la forte progression de ce poste du passif.

De cette analyse des principaux postes du passif, on retient la progression ferme et continue des dépôts des agents non bancaires et celle plus contrastée des autres agrégats notamment les dépôts des banques.

En termes «réels» (composantes du passif déflatées par le prix du PNB, *tableau 4*), on retrouve les mêmes tendances avec cependant une décélération prononcée des dépôts des banques depuis le premier trimestre 1991.

Comme pour l'actif nous compléterons cette partie descriptive par l'analyse des structures des postes du passif par catégories de banques. Cette analyse détaillée sera cependant limitée aux deux plus importants postes: les dépôts des banques, et les dépôts des non banques.

Pour ce qui concerne les dépôts des banques (*tableau 5*), on note :

- une prépondérance marquée des banques commerciales dont la part varie entre 32,4 % et 39,1 %; l'accélération s'étant produite en 1990 où la part de ces établissements est passée de 35,7 % à 39,1 %. En outre, les chiffres trimestriels révèlent un renforcement de la prédominance de ces banques sur ce segment du marché durant la période récente, leur part ayant atteint près de 41 % à la fin du deuxième trimestre 1992 ;

- les parts des centrales de virement et des caisses d'épargne sont relativement stables (respectivement autour de 20 et 11 %) ;

- celles des banques étrangères et des banques de crédits coopératifs décroissent légèrement tandis que les établissements spécialisés de crédit semblent acquérir un regain de forme.

L'analyse de ce segment tend à montrer une relative spécialisation des différents établissements. Les banques dont la production est très spécifique, connaissent une contraction de leur produit; celles qui ont une activité plus orientée vers les crédits deviennent plus dynamiques.

Pour ce qui concerne les dépôts des agents non bancaires (*tableau 5*), on note un relatif renversement de la hiérarchie par rapport au précédent agrégat:

- la part des banques commerciales est restée très stable entre 1980 et 1992 (autour de 22 %); même les effets de la réunification sont à peine visibles (23 % en 1990 contre 21,9 % en 1989);

- les parts des centrales de virement, des établissements spécialisés de crédit et surtout celle des banques étrangères sont relativement modestes;

- les banques de crédits coopératifs et principalement les caisses d'épargne, occupent une place de choix; elles récupèrent plus de 50 % des dépôts et prêts des non banques. Même si un léger tassement est observé sur la part des caisses d'épargne surtout en fin de période (36,1 % en 1980

Tableau 4
PASSIF ENSEMBLE DES BANQUES (Taux de croissance en %)

PRINCIPAUX POSTES DU PASSIF ENSEMBLE DES BANQUES	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
	(1)								III	IV	I	II
Passif total	2351,1	7,8	6,7	5,6	6,3	7,4	22,6	6,3	0,7	3,7	0,6	1,3
Dépôts et prêts des banques	601,5	6,6	6,0	4,1	14,6	9,8	36,1	0,5	-1,0	2,6	-1,4	-0,4
dont : dépôts à vue et à terme	528,3	7,7	6,4	6,0	16,5	10,1	37,2	0,9	-0,6	3,1	-1,4	-0,4
Dépôts et prêts des non banques	1185,3	8,8	7,6	6,9	5,2	5,9	15,2	5,7	0,2	5,6	-0,1	1,7
dont : dépôts à vue à terme	1135,4	9,1	7,8	6,8	5,3	5,9	15,4	5,8	0,2	5,7	-0,1	1,7
Obligations au porteur	413,6	5,6	4,7	4,1	-0,9	7,7	18,5	15,4	3,1	2,8	4,1	1,5
Autres	150,8	11,3	8,6	5,3	5,7	8,5	34,7	10,6	4,1	-0,6	3,5	3,7
PASSIF RÉEL ENSEMBLE DES BANQUES (2)	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
	(2)								III	IV	I	II
Passif total	2761,5	5,5	3,3	3,6	4,7	4,7	18,5	2,0	-0,2	2,4	-0,3	0,4
Dépôts et prêts des banques	706,5	4,3	2,6	2,1	12,8	7,0	31,6	-3,5	-1,9	1,3	-2,4	-1,3
dont : dépôts à vue et à terme	620,5	5,4	3,0	4,0	14,7	7,3	32,6	-3,2	-1,5	1,7	-2,4	-1,3
Dépôts et prêts des non banques	1192,1	6,5	4,1	4,9	3,6	3,2	11,4	1,5	-0,7	4,2	-1,0	0,8
dont : dépôts à vue à terme	1133,5	6,7	4,4	4,7	3,7	3,2	11,6	1,6	-0,7	4,3	-1,1	0,8
Obligations au porteur	485,8	3,3	1,3	2,1	-2,4	5,0	14,6	10,8	2,2	1,5	3,1	0,6
Autres	177,1	8,9	5,1	3,3	4,1	5,8	30,2	6,1	3,2	-1,9	2,5	2,8

Source : Deutsche Bundesbank. (1) Milliards de DM courants. (2) déflaté artificiellement par le prix du PNB 1985. (3) Milliards de DM constants (1985).

Tableau 5
PARTS DE MARCHÉS
(Structure en %)

DEPOTS ET PRÊTS DES BANQUES	1980*		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992	
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
ENSEMBLE DES BANQUES	601,5	100	32,4	32,9	35,4	33,7	34,0	35,7	39,1	38,6	40,4	38,6	40,2	40,9				
Banques commerciales	194,9		59,6	9,9	8,7	9,2	8,1	9,0	10,1	8,4	9,0	9,6	9,0	9,8	10,2			
dont: <i>Grandes banques</i>																		
dont: <i>Banques régionales</i>	82,6		13,7	13,6	16,3	16,0	15,9	16,4	24,6	23,1	24,3	23,1	23,9	24,2				
Réseau caisse d'épargne	173,2	28,8	27,6	27,9	29,0	30,7	31,0	28,5	31,8	29,2	31,8	31,3	31,0					
Caisse d'épargne	57,3	9,5	11,2	11,3	11,7	11,9	12,1	10,0	11,3	10,5	11,3	10,6	10,3					
Centrales de virement	115,9	19,3	16,4	16,6	17,3	18,8	18,9	18,6	20,5	18,7	20,5	20,7	20,7					
Réseau crédit coopératif	112,1	18,6	2,9	20,6	21,2	19,9	18,6	16,2	14,9	14,7	14,9	14,3	13,8					
Crédit coopératif	34,5	5,7	6,6	6,1	5,9	5,7	5,7	4,6	4,5	4,4	4,5	4,6	4,4					
Instituts régionaux de crédit coopératifs	77,6	12,9	14,3	14,5	15,3	14,2	12,9	11,6	10,4	10,3	10,4	9,7	9,4					
Banques spécialisées	105,2	17,5	16,1	15,9	15,8	15,2	14,4	16,1	14,5	15,3	14,5	14,3	14,2					
Banques hypothécaires	51,9	8,6	6,7	6,6	6,9	6,8	6,1	4,6	4,7	4,5	4,7	4,0	4,2					
Banques à fonctions spéciales	53,3	8,9	9,4	9,3	8,9	8,4	8,3	11,5	9,8	10,8	9,8	10,3	10,0					
Autres	16,0	2,7	2,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0					

Source : Deutsche Bundesbank (1) Deutsche Bank AG, Dresdener bank, Commerzbank AG et leurs filiales berlinoises.

(*) En Deutsche Marks courants.

contre 33,4 % en 1991), ces établissements restent largement en tête avec plus du tiers du total des dépôts.

Comme pour les principaux postes de l'actif, il nous a toutefois semblé opportun d'étudier la répartition des dépôts des agents non bancaires entre les banques à statuts privé et public. En terme de structure, la part des Entreprises et Ménages varie entre 85,8 % (en 1980) et 88,6 % (en 1992), soit un gain d'environ 3 points en treize ans. Cette progression s'est réalisée sans heurt; le choc de la réunification par exemple ne s'étant traduit que par une légère poussée de 0,5 point (la part des dépôts des Entreprises et Ménages dans les dépôts non bancaires est passée de 87,9 % en 1989 à 88,4 % en 1990) une quasi stabilité est observée depuis le début de l'année 1991. A l'inverse, les dépôts des Administrations Publiques sont restés stables et inférieurs à 15 % sur toute la période étudiée.

Comme le laissait supposer l'analyse des structures de dépôts des agents non bancaires, les dépôts des Entreprises et Ménages apparaissent comme la composante la plus dynamique en termes de croissance: une progression soutenue (un taux de croissance toujours supérieur à 5,3 %) sur toute la période avec cependant deux pics. Le premier à 9,6 % en 1985 où l'économie ouest-allemande avait enregistré sa deuxième année consécutive de retour à une croissance positive (3 % et 2 % en 1984 et 1985) caractérisant le deuxième contre choc pétrolier. Le second à 15,7 % sous l'impulsion de la réunification et de la très forte croissance de l'activité dans l'ex-RFA. A ce propos, on peut rappeler que 1990 est la troisième année successive de croissance exceptionnelle de l'ex-RFA (3,7 %, 3,8 % et 4,8 % en 1988, 1989 et 1990).

La progression des dépôts des Administrations Publiques est plus modérée tout en étant toujours croissante. On note cependant un relatif parallélisme dans l'évolution des dépôts des secteurs public et privé; on retrouve ainsi les deux pics aux mêmes dates pour les dépôts privé et public (en 1985, 6,9 % en 1985, 10,5 % en 1990).

En rythme trimestriel, le même dynamisme est observé sur les deux composantes des dépôts des secteurs non bancaires, l'impact de la réunification étant par ailleurs très net et visible dès la fin du deuxième trimestre 1990. Ainsi à la signature du traité de l'Union Economique et Monétaire, le taux de croissance des dépôts des Entreprises et Ménages et celui des dépôts des Administrations Publiques étaient de 10,8 et 8,8 % respectivement: ces variables avaient connu une progression de 4,5 % et 4,6 % à la réunification. C'est donc le secteur privé qui a subi la plus forte impulsion sous le coup de la réunification.

Comment s'est traduite la nouvelle donne pour les banques? Les dépôts des Entreprises et Ménages sont détenus au-delà de 80 % par les banques commerciales (23 % en 1980), les caisses d'épargne (41,1 % en 1980) et les

Tableau 5'
PASSIF : DEPOTS ET PRÊTS DES NON BANQUES
(Structure en %)

	1980*	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992		
		100	100	100	100	100	100	100	III	IV	I	II	
ENSEMBLE DES BANQUES	1185,3	100	22,6	20,3	21,0	21,3	21,1	21,9	22,7	22,4	22,7	22,3	22,5
Banques commerciales	267,5	22,6	20,3	21,0	21,3	21,1	21,9	22,7	22,4	22,7	22,3	22,3	22,5
dont: <i>Grandes banques</i> (1)	135,4	11,4	9,9	9,9	10,2	10,1	10,6	11,6	11,4	11,6	11,3	11,4	
dont: <i>Banques régionales</i>	111,4	9,4	8,7	9,4	9,5	9,4	9,5	10,9	9,6	9,6	9,6	9,6	9,5
Réseau caisse d'épargne	497,9	42,0	40,9	40,6	40,2	40,2	39,5	39,8	40,0	39,8	40,8	40,5	
Caisses d'épargne	428,1	36,1	34,7	34,4	33,8	33,3	32,6	33,6	33,4	33,5	32,4	32,3	
Centrales de Virument	69,8	5,9	6,2	6,5	6,9	6,9	6,9	6,3	6,4	6,4	8,4	8,2	
Réseau crédit coopératif	216,9	18,3	21,3	21,1	21,7	20,5	20,4	20,1	20,4	20,4	20,5	20,4	
Crédit coopératif	206,0	17,4	20,5	20,4	20,4	19,9	19,8	19,5	19,9	19,9	20,0	20,0	
Instituts régionaux crédit coopératif	10,6	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	
Banques spécialisées	155,6	13,1	13,7	14,0	14,4	15,2	15,4	14,4	14,4	14,7	14,4	16,4	16,6
Banques hypothécaires	91,4	7,7	8,3	8,8	9,3	10,0	10,2	9,4	9,1	9,4	9,1	8,2	8,2
Banques à fonctions spéciales	64,2	5,4	5,4	5,2	5,1	5,2	5,2	5,0	5,3	5,3	5,3	8,2	8,4
Autres	47,3	4,0	3,7	2,8	2,8	2,9	2,8	2,7	2,6	2,6	0,0	0,0	

(1) Deutsche Bank AG, Dresdner bank, Commerzbank AG et leurs filiales berlinoises.

Source : Deutsche Bundesbank.
(*) En Deutsche Marks courants

coopératives de crédit (20,3 %). Cette structure est restée presque inchangée (*annexe A3*) sur toute la période avec cependant une légère déformation au détriment des caisses d'épargne (41,1 % en 1980 et 37,3 % en 1991) et au profit des banques hypothécaires (4,8 % en 1980 et 8 % en 1991). Le statut de ces établissements explique la structure des dépôts des Entreprises et Ménages, les caisses d'épargne en particulier étant le centre privilégié des dépôts des Ménages.

Les dépôts des Administrations Publiques sont répartis sur un plus large échantillon de banques. Ils se retrouvent à près de 96 % dans les banques commerciales (10 % en 1980), les caisses d'épargne (11,6 % en 1980), les centrales de virement (18 %), les banques hypothécaires et les banques à fonctions spéciales (respectivement à 26,3 et 30,8 % en 1980). Globalement, la structure de ces dépôts aussi est restée inchangée sur la période (*annexe A4*), mais l'on note une forte contraction de la part des banques hypothécaires (19,7 % en 1991), compensée par une poussée modérée des parts des banques commerciales (12,5 % en 1991), des caisses d'épargne (13,1 % en 1991) et des centrales de virement (19,9 % en 1991).

Les chiffres du premier semestre 1992 confirment le désengagement opéré par les Administrations Publiques des banques hypothécaires (10,6 % en juin 1992) au profit des centrales de virement (30,2 %) en particulier. Cette répartition des dépôts des APU semble dictée par les nécessités de financement des projets publics, la restructuration des Länder de l'Est et leurs énormes besoins de financement depuis la réunification expliquant ainsi l'intensité des mouvements vers les centrales de virement et les banques à fonction spécialisée.

Dans cette répartition des activités bancaires, la notion de spécialisation des différents établissements semble jouer un rôle primordial. En outre, comme la majorité des dépôts sont effectués par les ménages, ils sont plus orientés vers les réseaux des caisses d'épargne et des banques coopératives. A l'inverse, les dépôts des entreprises devraient se retrouver dans les banques commerciales leurs alliés naturels. En conclusion, la spécialisation des différentes catégories des banques apparaît très nette au vu de l'analyse des postes du passif.

Toutefois, l'analyse précédente ne prend pas en compte les échanges des banques allemandes avec les non résidents; elle n'est donc pas tout à fait exhaustive. Sans rentrer dans les détails, on peut toutefois mettre en exergue les caractéristiques essentielles de ces échanges extérieurs. Ainsi, on note (*tableau 6*) que près de 70 % des actifs extérieurs sont constitués des actifs de long terme alors que le passif se répartit presque à part égale entre le court et le long termes.

En outre, le rythme de progression de ces actifs est extrêmement soutenu sous l'impulsion combinée d'une très forte croissance des actifs

Tableau 6
ACTIF ET PASSIF EXTERIEURS DES BANQUES VIS A VIS DES NON RESIDENTS
 (Taux de croissance en %)

Taux de croissance annuel	1980 *	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	
Actif extérieur total	170,0	16,6	24,7	5,8	11,8	21,9	19,2	3,3		
-dont : long terme	112,1	9,0	7,2	7,7	4,2	7,9	26,1	21,0		
Passif total extérieur	145,3	0,8	5,7	5,2	13,0	16,2	23,3	5,2		
-dont : long terme	67,3	6,1	14,6	8,3	13,0	15,3	32,1	-2,1		
Actif net	24,7	62,8	59,2	6,6	10,2	28,7	14,7	1,2		
Glissements trimestriels	1990									
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Actif extérieur total	1,4	9,1	4,1	3,4	2,7	-1,5	-1,9	4,1	-0,3	-2,9
-dont : long terme	10,1	5,7	7,0	1,3	12,8	4,5	1,1	1,5	3,1	2,0
Passif total extérieur	4,8	12,8	5,7	-1,4	9,9	-0,8	-3,0	-0,6	7,8	1,2
-dont : long terme	4,6	24,4	3,3	-1,8	2,6	-1,3	-2,6	-0,8	5,0	2,0
Actif net	-2,3	4,8	2,0	9,8	-5,7	-2,6	-0,3	10,6	-10,2	-8,8

Source : Deutsche Bundesbank.

(*) Deutsche Marka courants.

de court terme (surtout dans la deuxième moitié des années quatre-vingt) et d'une augmentation régulière (relativement ferme) des actifs de long terme. Il faut cependant noter que les actifs de court terme s'inscrivent désormais (depuis le premier trimestre 1991) dans une phase baissière.

Parallèlement, l'évolution du passif est plus modérée, la différence de comportement entre les compartiments long et court étant surtout visible à partir de 1991. Cette évolution en sens opposé de l'actif et du passif a conduit à une relative vigueur de l'actif net entre 1980 et 1990. Une nette contraction due à la chute des actifs confirme les conclusions fournies par l'analyse de la balance courante allemande qui d'une situation excédentaire très nette en 1989, s'installe de plus en plus dans une phase récurrente de déficit (39,2 Mds de DM en 1992 contre 23,9 Mds en 1991). Les banques allemandes tendent donc à devenir débitrices nettes vis-à-vis des non résidents alors qu'elles étaient largement créditrices avant la mise en place du processus d'union économique et monétaire des deux Allemagne.

La réunification semble infléchir le comportement des banques allemandes. Au niveau de l'actif comme à celui du passif une rupture est apparue sur tous les postes à partir de la fin du deuxième trimestre 1990. Par ailleurs, une corrélation entre les cycles d'activité et la croissance de l'actif est mise en évidence.

BIBLIOGRAPHIE

- Avouyi-Dovi S. (1993) «Mesure de productivité et approche économétrique de l'actif des banques allemandes», Document de Travail CDC, 1993-104F.
- Frankel A. B. and Montgomery J.P. (1991) «Financial Structure: An International Perspective», BPEA n° 1.
- Edwards J.S. and Fisher K. (1991) «Banks, Finance and Investment in West Germany since 1970», CEPR Discussion Paper n°497.
- Deutsche Bundesbank (1992) «Statistische Beihefte», Reihe 1, Dec. 1992.
- Deutsche Bundesbank (1993) «Banken Statistik», Statistische Beihefte Reihe Zum Monatsbericht, Feb. 1993.

ANNEXE I : ACTIFS

Tableau AI
PRÊTS AUX ENTREPRISES ET MENAGES DOMESTIQUES
(Structure en %)

	1980*	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991	1992
		100	100	100	100	100	100	100	100	III IV	I II
ENSEMBLE DES BANQUES	1140,4	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Banques commerciales	268,4	23,5	22,2	24,9	25,2	26,0	27,2	32,9	32,4	33,0	32,4
dont : <i>Grandes banques</i> (1)	117,0	10,3	9,5	10,2	10,5	11,1	11,9	11,7	12,7	12,6	12,7
dont : <i>Banques régionales</i>	123,7	10,8	10,5	12,5	12,5	12,6	13,1	19,4	17,9	18,6	17,9
Réseau Caisse d'épargne	428,0	37,5	37,3	37,0	36,9	36,4	35,8	32,9	33,8	33,6	33,8
Caisses d'épargne	293,3	25,7	26,3	26,3	26,6	26,7	26,6	24,6	25,0	25,0	24,6
Centrales de Virement	134,2	11,8	11,0	10,7	10,3	9,7	9,2	8,3	8,8	8,6	8,8
Réseau crédit coopératif	185,3	16,2	18,0	17,5	17,3	17,3	17,3	16,6	16,2	16,2	16,1
Crédit coopératif	166,8	14,6	16,4	16,0	15,9	15,9	15,9	14,8	14,7	14,7	14,7
Instituts régionaux crédit coopératif	18,5	1,6	1,6	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,4
Banques spécialisées	217,6	19,1	19,0	19,2	19,2	18,9	18,3	16,3	16,3	15,7	16,3
Banques hypothécaires	182,7	16,0	15,9	15,9	15,9	15,5	14,9	13,1	12,2	12,4	12,2
Banques à fonctions spéciales	34,9	3,1	3,1	3,3	3,3	3,4	3,4	3,2	4,1	3,3	4,1
Autres	41,0	3,6	3,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	0,0

(1) Deutsche Bank, AG, Dresdner bank, Commerbank AG et Deren Tochterinstitute.

Source : Deutsche Bundesbank.

(*) En milliards de DM.

ANNEXE 2 : ACTIFS

Tableau A2
PARTS DE MARCHÉ : PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(Structure en %)

	1980*	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
		100	100	100	100	100	100	100	100	III	IV	I	II
ENSEMBLE DES BANQUES	321,6	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Banques commerciales	52,0	16,2	17,6	17,6	17,8	17,6	18,1	16,4	13,9	14,8	13,9	13,4	14,9
dont: <i>Grandes banques</i>	18,2	5,6	4,9	4,7	4,0	3,9	3,8	3,4	2,9	3,0	2,9	2,5	2,5
dont: <i>Banques régionales</i>	30,7	9,6	11,0	11,1	12,1	12,1	12,8	12,0	10,1	10,8	10,1	9,9	11,5
Réseau Caisse d'épargne	156,6	48,7	43,7	44,0	44,7	43,9	42,6	42,5	44,0	43,5	44,0	43,9	43,4
Caisse d'épargne	58,4	18,2	14,8	14,4	14,4	14,7	13,9	14,5	14,5	14,8	14,5	14,3	14,2
Centrales de virement	96,2	30,5	28,9	29,6	30,3	29,2	28,7	28,0	29,5	28,7	29,5	29,6	29,2
Réseau crédit coopératif	11,4	3,5	5,1	5,1	5,8	7,1	7,5	8,0	8,6	8,4	8,6	8,8	8,9
Crédit coopératif	7,2	2,2	2,4	2,5	2,6	2,8	3,0	3,5	5,2	4,7	5,2	6,1	6,4
Instituts régionaux crédit coopératif	4,2	1,3	2,7	2,6	3,2	4,3	4,5	4,5	3,4	3,7	3,4	2,7	2,5
Banques spécialisées	98,5	30,6	32,8	32,7	31,1	30,7	31,1	32,5	32,7	32,5	32,7	33,8	32,7
Banques hypothécaires	81,8	25,4	28,4	27,9	26,6	26,2	25,9	24,8	25,2	25,1	25,2	25,5	24,7
Banques à fonctions spéciales	16,7	5,2	4,4	4,8	4,5	4,5	5,2	7,7	7,5	7,4	7,5	8,3	8,0
Autres	3,0	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8	0,0	0,0

Source : Deutsche Bundesbank, Deutsche Bank AG, Dresner bank, Commerbank G et Derae Tuchlerinstitut.

(*) En milliards de DM

ANNEXE 3 : PASSIF

Tableau A3
DÉPÔTS ET PRÊTS DES ENTREPRISES ET AUX MÉNAGES
(Structure en %)

	1980*	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1991		1992	
		100	100	100	100	100	100	100	100	III	IV	I	II
ENSEMBLE DES BANQUES	991,4	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Banques commerciales	229,2	23,1	20,2	21,0	21,2	21,1	21,7	22,4	22,2	21,6	22,2	21,7	21,9
dont: <i>Grandes banques</i>	119,0	12,0	9,9	9,7	9,8	9,7	10,2	10,0	11,1	10,7	11,1	10,7	10,9
dont: <i>Banques régionales</i>	93,4	9,4	8,9	9,6	9,8	9,7	9,8	10,9	9,7	9,6	9,7	9,6	9,6
Réseau Caisse d'épargne	444,9	44,9	43,3	43,2	42,8	42,3	41,5	42,1	41,8	42,1	42,8	41,9	41,9
Caisse d'épargne	407,3	41,1	39,0	38,6	37,8	36,9	36,2	37,3	37,1	37,3	37,1	36,3	36,3
Centrales de Virement	33,6	3,8	4,3	4,6	5,0	5,4	5,3	4,8	4,7	4,8	4,7	5,6	5,5
Réseau crédit coopératif	210,9	21,3	24,4	24,2	23,8	23,2	23,1	22,7	23,2	23,2	23,2	23,3	23,3
Crédit coopératif	201,3	20,3	23,6	23,5	23,1	22,6	22,5	22,1	22,7	22,7	22,7	22,9	22,9
Instituts régionaux crédit coopératif	9,6	1,0	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Banques spécialisées	59,9	6,1	7,6	8,3	9,0	10,0	10,4	9,7	9,8	10,1	9,8	13,1	12,9
Banques hypothécaires	41,2	4,8	6,0	6,7	7,3	8,2	8,6	8,0	7,9	8,2	7,9	8,1	8,0
Banques à fonctions spéciales	12,7	1,3	1,6	1,6	1,7	1,8	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9	5,0	4,9
Autres	46,4	4,7	4,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,1	3,0	3,0	3,0	0,0	0,0

Source : Deutsche Bundesbank, Deutsche bank AG, Dresdner bank, Commerbank AG et Deutscher Sparkassenverband.

(*) En milliards de DM.

ANNEXE 4 : PASSIF

Tableau A4
DÉPÔTS ET PRÊTS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
 (Structure en %)

	1980*		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		
	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
ENSEMBLE DES BANQUES	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	164,3	100	
Banques commerciales	16,2	9,9	16,2	8,4	16,2	9,3	16,2	8,9	16,2	9,2	16,2	10,1	16,2	13,7	16,2	12,5	16,2	11,0	10,3
dont : Grandes banques	4,2	2,5	4,2	2,7	4,2	2,7	4,2	3,1	4,2	3,0	4,2	3,9	4,2	5,0	4,2	6,1	4,2	6,1	4,9
dont : Banques régionales	11,5	7,0	11,5	5,5	11,5	6,1	11,5	5,5	11,5	5,8	11,5	5,7	11,5	8,2	11,5	5,9	11,5	6,2	5,3
Réseau Caisse d'épargne	48,5	29,6	48,5	30,7	48,5	31,3	48,5	31,4	48,5	31,0	48,5	31,4	48,5	30,3	48,5	33,0	48,5	31,8	33,0
Caisses d'épargne	19,0	11,6	19,0	11,9	19,0	12,1	19,0	12,2	19,0	12,8	19,0	13,4	19,0	13,1	19,0	13,1	19,0	12,3	13,1
Centrales de Virement	29,5	18,0	29,5	18,8	29,5	19,2	29,5	19,2	29,5	18,2	29,5	18,0	29,5	17,2	29,5	19,9	29,5	19,5	19,9
Réseau crédit coopératif	4,9	2,9	4,9	3,8	4,9	3,8	4,9	3,8	4,9	4,0	4,9	4,6	4,9	4,3	4,9	4,2	4,9	4,0	4,2
Crédit coopératif	4,0	2,4	4,0	3,2	4,0	3,1	4,0	3,1	4,0	3,4	4,0	4,0	4,0	3,7	4,0	3,6	4,0	3,4	3,6
Instituts régionaux crédit coopératif	0,9	0,5	0,9	0,7	0,9	0,7	0,9	0,7	0,9	0,6	0,9	0,6	0,9	0,6	0,9	0,6	0,9	0,6	0,6
Banques spécialisées	94,0	57,1	94,0	56,6	94,0	55,3	94,0	55,6	94,0	55,4	94,0	55,5	94,0	51,2	94,0	49,8	94,0	50,9	49,8
Banques hypothécaires	43,3	26,3	43,3	25,3	43,3	25,0	43,3	25,4	43,3	25,3	43,3	23,8	43,3	21,9	43,3	19,7	43,3	20,7	19,7
Banques à fonctions spéciales	50,7	30,8	50,7	31,3	50,7	30,3	50,7	30,2	50,7	30,1	50,7	29,7	50,7	29,3	50,7	30,1	50,7	30,2	30,1
Autres	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7	0,3	0,4

Source : Deutsche Bundesbank.

(1) Deutsche bank AG, Dresdner bank, Commerbank AG et Deutscher Sparkassenverband.

(*) En milliards de DM